

# LA MOBILISATION

**Tafta : après la manif, l'action, la... manif'action**



C'est l'intitulé choisi par le collectif Stop-Tafta, hier, pour baptiser sa déambulation en ville - comme dans d'autres endroits en France et en Europe - qui disait **"non au Grand marché transatlantique"**. Batucada, slogans, chanson "Tafta du démon !", Dracula, pancartes, prises de paroles, distribution de tracts figuraient au programme de ce regroupement, qui avait aussi pour ambition d'ouvrir la discussion avec le public et de demander à la mairie d'Aix et aux autres communes de se déclarer "Hors Tafta" comme l'ont déjà fait Gardanne et Martigues. Négocié depuis le mois de juillet 2013, TAFTA, l'accord commercial trans-atlantique ou Trans-Atlantic Free Trade Agreement (aussi connu sous le nom de TTIP, Transatlantic Trade and Investment Partnership ou Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement) est un projet d'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis. Il concerne des domaines aussi variés que l'accès aux médicaments, la sécurité alimentaire ou le règlement des différends privés-publics... De nombreux opposants à Tafta ont manifesté ces derniers mois, contestant notamment l'opacité avec laquelle seraient menées les négociations. Cette semaine, les représentants des Etats membres de l'UE ont décidé lors d'une réunion à Bruxelles de "déclassifier" le mandat de négociation sur lequel travaille la Commission pour aboutir à un accord de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis - le rendant plus transparent. Ce qui n'empêche pas les opposants de continuer leur mobilisation. **"Cette déclassification montre que la pression qui monte depuis un an commence à porter ses fruits, déclarait hier à Aix Jacqueline Blanchot, porte-parole du collectif, mais nous continuons à nous mobiliser car nous sommes opposés au contenu de ce texte. Il a pour but de faire sauter les normes protectrices, avec un nouveau mécanisme de règlements de différends, en instituant un tribunal privé au dessus des lois et des Etats; c'est un recul de la démocratie, ce n'est pas acceptable"**.

J.D.